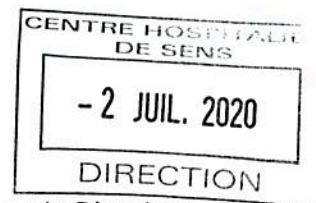




DH en parler
BBo

Sens, le 9 juin 2020



Monsieur le Directeur
Centre de long et moyen séjour
5 Avenue Pierre de Coubertin
89100 Sens

Pôle direction des services techniques

Sécurité des bâtiments

MG/AP/DD/753/2020/0228

Affaire suivie par David DEGOMME

Tél : 03.86.83.59.60

d.degomme@grand-senonais.fr

Recommandé A/R

Monsieur,

Conformément au Code de la Construction et de l'Habitation, je vous notifie sous ce pli l'arrêté n° ARR2006090951CS du 9 juin 2020 autorisant la poursuite d'exploitation de Centre de long et moyen séjour, sise à SENS – 5 Avenue Pierre de Coubertin.

Vous en souhaitant bonne réception.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire de Sens,

Président de la Communauté d'Agglomération
Du Grand Sénonais,

Marie-Louise Fort
Chevalier de la légion d'honneur



N° ARR2006090951CS

Arrêté

Objet : Autorisant la poursuite d'exploitation Centre de long et moyen séjour sis à SENS 5 Avenue Pierre de Coubertin

Le Maire de la Ville de SENS

VU l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L111-8-3, R111-19-11 et R123-46,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

VU l'arrêté préfectoral n°PREF-CAB-SIDPC-2016-0777 du 30 décembre 2016, abrogeant l'arrêté n°PREF-CAB-SSI-2013-0344 et n°PREF-CAB-SSI-2013-0345 du 8 août 2013 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA) ;

VU l'avis favorable émis le **6 mars 2020** par les membres de la commission de sécurité d'arrondissement (N° PV CA 164/20/GP) pour le maintien de l'ouverture de l'établissement,

ARRETE

Article 1er : Le Responsable Centre de long et moyen, classée : types U, 4^{ème} catégorie, sis à SENS – 5 Avenue Pierre de Coubertin, est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

Article 2 : Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions suivantes dans les délais impartis :

PRESCRIPTIONS ANTERIEURES NON REALISEES ET MAINTENUES : (PV CA 3-006/13/EV du 28 février 2013).

- N°1 – **Installer** un équipement d'alarme général^{les} sélective dans l'établissement (art. R123.13 du code de la construction et de l'habitation) ➤ **Délai : 12 mois**

RECOMMANDATION-AXES D'AMELIORATIONS :

- N° 1 – **Equiper** l'établissement d'un système de désenfumage mécanique.

PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

- N° 1 – **Veiller** à maintenir fermés les portes équipées de ferme-porte (art. CO 28§2) ➤ **Délai : 6 mois**
- N° 2 – **Supprimer** tous les stockages et mobiliers présents dans les circulations dans les zones de locaux à sommeil (art. CO37) ➤ **Délai : 6 mois**
- N° 3 – **Remettre** en place les dalles de faux-plafond (art. AM 4) ➤ **Délai : 6 mois**
- N° 4 – **Remettre** en état de fonctionnement les blocs d'éclairage de sécurité défectueux (art. EC15, EL19) ➤ **Délai : 6 mois**

Rappel de la réglementation :

N° 1 – **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L 11-7, L 123-1 et L 123-2 (art. L 111-8 et R 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).

N° 2 – **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- | | |
|---|---|
| - chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) | tous les ans (art. CH 58) |
| - gaz | tous les ans (art GZ 30) |
| - électricité et éclairage de sécurité | tous les ans (art EL 19) |
| - appareils de cuisson : | tous les ans (art. GC 22) |
| - moyens de secours : | |
| ☞ extincteurs et RIA | tous les ans |
| ☞ équipement d'alarme | tous les ans avec obligation de souscrire |
| un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. MS 73) | |

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, il est rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R 123-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R 123-43 du même code.

Article 3 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Les changements de direction de l'établissement seront signalés à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Article 4 : le présent arrêté sera notifié à l'exploitant dont une ampliation sera transmise à :

- M. le Préfet ou sous-préfet d'arrondissement
- M. le commandant de la brigade de Gendarmerie OU M. le commissaire de police (selon le cas)
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- M. le directeur départemental des territoires, sous-commission départementale d'accessibilité.

Fait à SENS, le 9 juin 2020

Le Maire de Sens,
Président de la Communauté d'Agglomération
Du Grand Sénonais-


Marie-Louise Fort
Chevalier de la légion d'honneur